

Pétitions

LE SERVICE POSTAL—LA SUCCURSALE V

M. Jesse Flis (Parkdale—High Park): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter une pétition des résidents de Parkdale—High Park qui voudraient que leur succursale postale V continue à offrir toute la gamme des services postaux.

Les pétitionnaires de Parkdale—High Park s'opposent à la réduction des services offerts par la succursale postale V qui les force à se rendre à l'autre extrémité de la circonscription, à la succursale postale M, pour prendre leur courrier, les lettres recommandées et les colis. Ils ont déjà dû s'habituer à aller à une pharmacie locale pour les services postaux, parce que le gouvernement est obsédé par la privatisation des services, mais comme cette pharmacie a fait faillite, c'est la succursale postale V qui a repris le flambeau.

On leur a garanti qu'au moins les services réduits resteraient à la succursale postale V, mais ils voient maintenant une grande pancarte portant la mention «A louer» sur cet édifice. Les pétitionnaires demandent aux Postes de rétablir tous les services à la succursale postale V, étant donné que les services postaux essentiels doivent être accessibles.

LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

M. Lee Richardson (Calgary—Sud—Ouest): Monsieur le Président, je veux présenter à la Chambre une pétition certifiée correcte quant à la forme et au contenu, conformément à l'article 36 du Règlement.

Cette pétition a été préparée et signée par des centaines d'habitants de Calgary éprouvés par les tragiques événements survenus en République populaire de Chine.

Les pétitionnaires exhortent le Parlement à condamner le gouvernement chinois pour les récents massacres, à boycotter les activités internationales organisées par le gouvernement chinois et à prendre des sanctions contre la Chine.

LES EXPORTATIONS CANADIENNES DE MATÉRIEL MILITAIRE

M. Stan Keyes (Hamilton—Ouest): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur et le devoir de présenter une pétition signée par quelque 40 membres d'églises de ma circonscription de Hamilton—Ouest, dont l'Église Unie de Westdale.

Les pétitionnaires exhortent le gouvernement à publier, dans un registre que les Canadiens pourraient consulter sur demande, la liste de toutes les exportations canadiennes de matériel militaire en précisant le type de matériel, le fabricant, le vendeur, l'acheteur, le transpor-

teur ainsi que la destination première et finale du matériel.

LE PROJET D'IMPOSER UNE TAXE DE VENTE NATIONALE—L'EXEMPTION DES LEÇONS DE MUSIQUE

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, je prends aujourd'hui la parole en vertu de l'article 36 du Règlement pour présenter à la Chambre trois pétitions concernant le projet de nouvelle taxe nationale de vente et son application éventuelle aux leçons de musique.

Je crois, tout comme les pétitionnaires, que si les leçons de musique sont assujettis à une taxe de vente, les enfants canadiens en souffriront, leur talent sera sous-développé et l'avenir de la musique canadienne s'en trouvera compromis tant au niveau national qu'international.

Je me joins aux pétitionnaires pour demander au Parlement de considérer les leçons de musique comme une occupation d'enseignement et donc de les exempter de l'application de la taxe nationale de vente envisagée.

LES IMMIGRANTS LIBANAIS—L'AIDE DU GOUVERNEMENT

M. Jerry Pickard (Essex—Kent): Monsieur le Président, je prends aujourd'hui la parole pour encourager le gouvernement à faire tout ce qu'il peut pour faciliter l'immigration de ceux qui vivent toujours en état de stress au Liban. Les habitants de ce pays éprouvent quotidiennement des difficultés. Nous avons écouté ce matin des reportages sur la situation qui y règne. Je demande au gouvernement de faire tout ce qu'il peut pour faciliter l'immigration.

Je demanderais également au gouvernement d'organiser un débat d'urgence, ou d'inviter l'ONU à tenir un débat d'urgence sur cette question et celle du Moyen-Orient.

LA FERMETURE DE LA BASE DE LONDON

M. Jerry Pickard (Essex—Kent): Monsieur le Président, j'ai une deuxième pétition qui concerne la fermeture de la base aérienne de London. Plusieurs habitants ont signé cette pétition. Ils demandent au gouvernement d'examiner la situation et de bien vouloir revenir sur sa décision de fermer cette base.

LES MODIFICATIONS APPORTÉES À L'ASSURANCE-CHÔMAGE

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai le privilège de présenter une pétition signée par des habitants de ma circonscription de Malpègue. Ils s'opposent aux modifications apportées au régime d'assurance-chômage.